

CONGO



200 FCFA

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

www.adiac-congo.com

N° 3407 - MARDI 15 JANVIER 2019

## COMMERCE DU PAIN

## Peut-être un quiproquo ?

Que retenir de l'arrêté ministériel réglementant la commercialisation du pain et des produits de pâtisserie au Congo ? Publiée le 4 janvier, à Brazzaville, la note du ministre d'Etat, ministre du Commerce, des approvisionnements et de la consommation, Claude Alphonse N'Silou, énonce en huit articles un certain nombre de dispositions se rapportant à la vente et aux conditions de conservation de cette denrée de première nécessité.

Le 4<sup>e</sup> article stipule, par exemple, que « *le transport pour la livraison et la vente du pain et des produits de pâtisserie sont exclusivement réservés aux personnes physiques de nationalité congolaise* ». Est-ce pour cela que la rumeur a couru les rues de Brazzaville pour dire que la fabrication du pain est désormais interdite aux opérateurs économiques étrangers ?

Nulle part, en tout cas, il n'est fait mention d'autre chose que de l'obligation de prémunir les consommateurs des désagréments liés au transport, à l'exposition et à la vente du pain. À l'évidence, au terme de ce texte administratif, le commerce du détail, dans les échoppes tenues par des personnes autres que celles de nationalité congolaise, est prohibé.

Page 6



## EDUCATION

## 4160 enseignants pour réduire le déficit dans les écoles publiques

Le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire va affecter cette année, moyennant une bourse allant de cinquante à soixante-quinze mille FCFA, 4160 enseignants finalistes des écoles professionnelles dans les établissements publics du pays. L'objectif étant de réduire d'au moins 30% le déficit constaté depuis plusieurs années dans

les établissements scolaires publics.

Pour le premier convoi, composé de cent soixante-deux enseignants, trois départements du sud Congo sont concernés: Pointe-Noire (88), Kouilou (35) et Lékoumou (36).

Page 3



Des finalistes remplissant les formalités du voyage. Adiac

## RDC

## La Cirgl et la Sadc préoccupées par les résultats de l'élection présidentielle

Suite à la contestation des résultats de l'élection présidentielle et des législatives, la communauté des Etats de l'Afrique australe (Sadc) et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl) ont suggéré un recomptage des voix qui permettrait de rassurer gagnants et perdants.

Page 9

## COUPE DE LA CAF

## AS Otoho proche de la qualification en phase de poules

Reversée en coupe de la Confédération africaine de football, après sa sortie en coupe de la Ligue des champions, AS Otoho s'est imposée 3-0, dimanche à Owando, face à Kampala City, au match aller du tour de cadrage. Une victoire qui lui confère une longueur d'avance pour sa qualification en phase de poules, en attendant la manche retour le dimanche prochain en Ouganda.

Page 16

Éditorial  
Politique

Page 2



Editorial

# Politique

Tout indique, en ce début d'année 2019, que le débat politique va être relancé sur la scène publique après de longs mois durant lesquels il s'est trouvé occulté par les difficultés économiques sur lesquelles se focalisait l'attention de la société civile. Les négociations avec les créanciers du Congo s'accéléralent et l'accord avec le Fonds monétaire international se profilant à l'horizon proche, la majorité comme l'opposition s'apprentent à débattre des questions dont dépend l'avenir du pays, avec en toile de fond l'échéance électorale majeure de 2021.

Du côté de l'opposition, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, qui occupe dans la gouvernance publique une place reconnue par la Constitution et qui de ce fait détient l'autorité nécessaire pour réunir sinon la totalité du moins le plus grand nombre des formations opposées au pouvoir, s'emploie à renforcer ses positions sur la place publique. S'il n'est pas certain aujourd'hui qu'il parvienne à convaincre les opposants dits « radicaux » de se rallier au parti qu'il dirige, Pascal Tsaty Mabiala a toutes les cartes en mains pour préparer la prochaine élection présidentielle. Aller jusqu'à prédire sa candidature serait une erreur dans la mesure où l'homme se garde bien d'aborder cette question mais, il ne fait aucun doute que tout sera mis en œuvre afin que son parti soit très présent lors de cette échéance.

Côté majorité, c'est-à-dire le Parti congolais du travail, la remise en marche en vue du grand scrutin de 2021 est toute aussi certaine. Et, bien sûr, elle se concrétisera par la tenue du congrès national que les militants attendent depuis des années avec l'espoir de voir émerger dans les instances dirigeantes du parti une nouvelle génération de femmes et d'hommes politiques venus de tous les départements du Congo. S'il est impossible, aujourd'hui également, de dire ce qu'il sortira de cette grand-messe dont la tenue devrait être annoncée prochainement, il est à peu près certain qu'elle permettra au parti qui détient la majorité dans les deux chambres du parlement et qui commande depuis des décennies la destinée du pays de se rénover, de se moderniser, de s'adapter afin de répondre aux attentes des nouvelles générations de militants.

Conclusion de ce qui précède : les prochains mois verront à coup sûr s'amplifier le débat civique, avec en priorité la mise en ordre de la gouvernance publique. Personne, honnêtement, ne saurait s'en plaindre.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

# L'Italie veut devenir un partenaire privilégié du Congo

L'ambassadeur Stefano De Léo a fait part de l'ambition de son pays, le 11 janvier à Brazzaville, lors d'une séance de travail avec le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba.



Isidore Mvouba s'entretenant avec le nouvel ambassadeur d'Italie au Congo, le 11 janvier/Adiac

Muté au Congo il y a peu, Stefano De Léo a tenu à rencontrer le président de l'Assemblée nationale, pour discuter des questions d'intérêt commun entre le Congo et l'Italie, dans le cadre d'une coopération bilatérale. Dans leurs échanges, les deux personnalités ont évoqué, en premier, les questions de coopération entre le parlement congolais et celui de l'Italie. Soucieux de rapprocher davantage les deux parlements, Stefano De Léo et son hôte ont émis tous le voeu de voir les parlements des deux pays continuer à développer leur coopération au profit des deux peuples. « Avec le président de l'Assemblée, nous avons évoqué l'esprit

de l'amitié et de coopération qui nous oblige de travailler ensemble. De même, nous avons aussi étudié les stratégies à mettre en exergue pour mieux redynamiser la coopération entre les deux Etats, en y ajoutant une dose de relations politiques inter-parlement. L'Italie veut être un partenaire privilégié du Congo, dans une stratégie commune en faveur de la paix et pour l'épanouissement des jeunes. Nous devons poursuivre cette amitié dans le cadre d'une coopération constructive », a indiqué l'ambassadeur d'Italie au Congo. Outre la coopération parlementaire, Isidore Mvouba et son interlocuteur ont débattu aussi de la coopération bilatérale de manière

globale. A ce sujet, tous les deux ont exprimé le souhait de voir ces relations de coopération se raffermir davantage, au profit des deux nations. Du point de vue historique, les deux personnalités sont revenues sur l'œuvre de Pierre Savorgnan De Brazza, l'explorateur franco-italien qui a créé la ville éponyme, capitale du Congo. Le même jour, le président de l'Assemblée nationale a conféré aussi avec une délégation de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, conduite par Philippe Péjo. Là encore, il s'est agi des questions de redynamisation des rapports de coopération entre le parlement congolais et celui de la francophonie.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

# Le module de formation sur la sécurité alimentaire en voie d'être intégrée cette année

Les participants à l'atelier de validation du module de formation sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et mise en œuvre des classes vertes, réunis les 10 et 11 janvier à Brazzaville, ont souligné la nécessité d'utiliser ce document avant la fin de l'année scolaire en cours

Pour concrétiser la volonté émise par les participants au séminaire, une équipe a été mise en place afin d'harmoniser certains textes et termes utilisés dans le module avant sa validation proprement dite pour être enseigné dans les écoles et centres d'alphabétisation. En effet, à en croire les organisateurs, ces supports pédagogiques (un module de formation, un livret, les DVD, une boîte à images) visent, entre autres, à renforcer les capacités des enseignants et des animateurs d'alphabétisation à concrétiser l'enseignement des notions de base de l'alimentation et la nutrition ainsi qu'à inciter les apprenants à la production, la transformation et la conservation des produits agricoles. Ils permettront également d'utiliser les connaissances fondamentales en production agricole dans les pratiques pédagogiques et l'animation des classes vertes ; conduire les activités de production agricole durable dans les écoles et les centres d'alphabétisation. « Il nous a été recommandé d'utiliser ce document pendant cette année scolaire. Ce qui reste à faire, c'est la correction de ce module. Après, il va falloir former les for-



Adolphe Mbou-Maba présidant la cérémonie de clôture/Adiac

mateurs (les encadreurs pédagogiques des enseignants) ; ensuite interviendra la formation des enseignants qui iront, quant à eux, dans les salles de classe pour la mise en pratique de ce qu'ils auront appris », a expliqué la coordonnatrice de ce projet, Lucie Flore Loombat-Olanga. Rappelant l'importance de ces documents, surtout pour les enfants, elle a demandé à l'Etat de financer ce projet d'autant plus que le travail est encore énorme et les moyens sont limités. Notons que l'élaboration de ces supports pédagogiques est une initiative

conjointe de l'Unesco-Programme alimentaire mondial, soutenue par les autres agences du système des Nations unies comme la FAO, l'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé. La mise en œuvre de ce module permettra sans nul doute au Congo de régler progressivement les difficultés liées à la sécurité alimentaire. Selon des statistiques, le taux de prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans est de 8% pour la malnutrition aigüe, 21% pour la malnutrition chronique et 5,9% pour l'obésité. Selon la représentante de la FAO

au Congo, Suze Percy Filippini, la faible capacité de production alimentaire impacte négativement la vie. « Le coût d'importation alimentaire en 2016 au Congo s'élève à 1,2 milliard de dollars couvrant environ 70% des besoins alimentaires de la population alors que le Congo dispose d'énormes potentialités naturelles à même d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population par sa position géographique », a-t-elle rappelé. Présidant la cérémonie, le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secon-

daire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou-Maba, a pris acte des conclusions de cette rencontre. « Les résultats auxquels vous êtes parvenus nous honorent tous ; et le gouvernement, à travers le MEPSA, a hâte de voir le document fini de ce nouvel outil pédagogique, afin de tout mettre en œuvre pour que les formateurs, aussi bien les enseignants, les encadreurs pédagogiques que des chefs de secteurs agricoles, s'en saisissent pour l'implémenter au plus vite dans nos écoles », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

## Déploiement des enseignants finalistes dans trois départements de la partie sud du pays

La première vague des finalistes retenus pour combler progressivement le déficit en personnel enseignant dans les établissements publics du Congo a quitté Brazzaville, le 13 janvier, à destination de la Lékoumou, du Kouilou et de Pointe-Noire.

Dans le cadre du protocole d'accord signé le 27 septembre dernier entre le gouvernement et les syndicats des enseignants, 4 160 finalistes des écoles professionnelles de l'enseignement seront affectés cette année à travers le pays. Le but est de réduire au moins à 30% le déficit déploré depuis quelques années dans les écoles publiques. Pour

le premier convoi mis en route dans les trois départements, ils sont au total cent soixante-deux dont quatre-vingt-huit pour Pointe-Noire, trente-cinq pour le Kouilou et trente-six pour la Lékoumou. Ces enseignants affectés au préscolaire, au primaire, au collège et au lycée sont sortis de l'Ecole normale supérieure, de

l'Ecole nationale des instituteurs, de l'Ecole nationale des beaux-arts et du Collège d'enseignement technique féminin. Selon les termes du protocole d'accord, ces finalistes une fois affectés, percevront une bourse mensuelle de 75 000 FCFA (lycée), 60 000 (collège) et 500 000 FCFA (primaire). Affecté à Pointe-Noire, Wil-

liam Boya est finaliste, option Histoire-Géographie : « Nous sommes en train de voyager pour Pointe-Noire où le gouvernement nous a affectés pour répondre au besoin du déficit en personnel enseignant dans ce département. Nous avons choisi, chacun en ce qui le concerne, le département où il va travailler. Après avoir reçu la mise en route, nous voici aujourd'hui dans les bus pour le départ. Ce qu'il faut signaler, nous n'avons dépensé aucun franc, tout le voyage a été pris en charge par le gouvernement », a-t-il expliqué. Co-président de la Coordination des diplômés des écoles professionnelles de l'enseignement (CDEPE), Herman Nzaba Nguila pense que le processus d'intégration est bien en marche. D'après ses explications, 2 950 finalistes seront affectés dans un premier temps en attendant la signature de la liste additive par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation pour en faire 4 160. « Dans le protocole d'accord, nous nous sommes dits que les collègues doivent partir et le recrutement s'en suivra. Chaque année, on va recruter une partie. Pour cette année, l'enveloppe

allouée pour le recrutement est de cinq milliards FCFA pour la santé et l'enseignement », estime-t-il, annonçant que ceux de la partie nord quitteront Brazzaville jeudi et vendredi prochains à destination des départements de la Likouala et de la Cuvette. Même son de cloche du côté du porte-parole de la CDEPE qui estime qu'ils sont pratiquement au bout du tunnel après cinq ans d'attente. Balladur Balenda a rappelé que leur collectif compte actuellement douze mille finalistes en instance d'intégration à la Fonction publique. Il espère qu'après cette première partie d'affectation, l'Etat mettra tout en œuvre en ajoutant d'autres afin de réduire le déficit d'ici à 2022. « Nous félicitons le gouvernement pour l'acte qui a été posé mais nous lui demandons également de respecter les principes du protocole d'accord afin que ceux qui sont affectés ne puissent pas souffrir de faim en versant chaque fin du mois la bourse et que d'ici au mois de mars, les quotas soient publiés pour que tout le monde soit intégré à la Fonction publique », a exhorté le porte-parole de la CDEPE.

P.W.D



Des finalistes remplissant les formalités du voyage/Adiac



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION DE LA NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu une avance sur le crédit additionnel de l'Association internationale de développement (IDA) pour la préparation des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de cette avance pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Elaboration de la Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) ».

3. Le présent avis à Manifestation d'intérêt a pour objectif le recrutement d'un consultant individuel chargé d'élaborer la Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) ».

4. La Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) vise à définir, à analyser les impacts tant positifs que négatifs possibles sur l'environnement et la population que pourraient engendrer les travaux de construction du complexe INSCASP d'une part, et d'autre part, à déterminer des mesures de bonification des impacts positifs et de suppression, d'atténuation ou de compensation des impacts négatifs y relatifs.

5. L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) invite les consultants individuels à fournir en français sur support papier et/ou par voie électronique
- (Word ou PDF), un dossier de candidature comprenant : un CV détaillé indiquant les missions similaires exécutées, une lettre de motivation.

6. Profil du consultant :  
- le consultant recherché doit être un expert environnementaliste, de niveau BAC+5 minimum, justifiant d'au moins 10 années d'expérience professionnelle pertinente en gestion environnementale, étude d'impact environnemental et social, audit environnemental et social pour des projets d'infrastructure. L'expert devra également posséder une bonne maîtrise des aspects sociaux et des exigences opérationnelles et procédurales de la Banque mondiale en matière d'évaluation environnementale et sociale,  
- le consultant devra avoir une expérience dans l'élaboration de NIES de projets financés par la Banque mondiale. Une expérience dans le pays ou la sous-région sera un atout,  
- le consultant devra avoir une bonne maîtrise du Français.

7. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016.

8. La durée de la mission est estimée à quinze (15)
- homme/jours(H/J).

9. Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales), du lundi au vendredi.

10. Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le mardi 29 janvier 2019 à 16h00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ELABORATION DE LA NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) »

11. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

Bureau Passation de Marchés  
A l'attention du Coordonnateur  
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES  
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO Tél : +242 22 613 31 08:  
pstatcongo@gmail.com

**VISITEZ** LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

**SCULPTURES** **PEINTURES**  
**CÉRAMIQUES** **MUSIQUE**

L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**



Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**



ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

# Le gouvernement veut installer des laboratoires de travaux pratiques dans les lycées

Le processus d'équipement des soixante-quinze lycées congolais d'enseignement général en matériel d'expérimentation a constitué la toile de fond de l'entretien que le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a accordé le 11 janvier au président directeur général de la société française Jeulin, Patrick Esnault.

Soucieux des conditions d'apprentissage des élèves du second degré, le gouvernement envisage, dans un proche avenir, doter les lycées de laboratoires destinés aux travaux pratiques (TP). En effet, le processus qui devrait démarrer avant la prochaine rentrée scolaire sera expérimenté dans les lycées d'excellence, le lycée de la Révolution, le lycée scientifique de Massengo ainsi que les lycées interdépartementaux, avant de s'étendre sur l'ensemble du pays. Dès qu'ils seront installés, ces laboratoires concerneront les matières scientifiques telles que les sciences de la vie et de la terre et les sciences physiques afin de rompre avec la pratique



Anatole Collinet Makosso s'entretenant avec Patrick Esnault

« L'expérimentation est un levier absolument incontournable de l'enseignement théorique. S'il n'y a pas d'application pratique, on peut avoir un enseignement qui est très théorisé. Notre société est le plus grand établissement, nous travaillons étroitement avec le ministère français pour définir les pédagogies qui vont autour de l'expérimentation. Donc, nous sommes entièrement focalisés sur le matériel pour réaliser les travaux pratiques, principalement dans les lycées et collèges »

des réceptions. Principal acteur historique en France en matière de fourniture de matériel scien-

tifique pour l'expérimentation, la société Jeulin a également proposé à la partie congolaise

la formation des inspecteurs pédagogiques pour garantir le fonctionnement du matériel qui

sera délivré. « L'expérimentation est un levier absolument incontournable de l'enseignement théorique. S'il n'y a pas d'application pratique, on peut avoir un enseignement qui est très théorisé. Notre société est le plus grand établissement, nous travaillons étroitement avec le ministère français pour définir les pédagogies qui vont autour de l'expérimentation. Donc, nous

sommes entièrement focalisés sur le matériel pour réaliser les travaux pratiques, principalement dans les lycées et collèges », a expliqué Patrick Esnault à sa sortie d'audience. En effet, ce projet est pluriannuel car, il durera sept ans. Le Congo qui tient à sa concrétisation a envoyé récemment quatre inspecteurs en France pour prendre connaissance du matériel à livrer. Parfait Wilfried Douniama

OPINION

## A quand une législation plus protectrice des créateurs et entrepreneurs congolais ?

On appelle à une réelle prise de conscience au moment où le pays se lance dans le déploiement de la fibre optique pour favoriser l'émergence du secteur de l'économie numérique, la diversification de l'économie et la réduction de la pauvreté. L'heure est venue de lutter contre un phénomène qui a pris beaucoup d'ampleur, devant l'indifférence générale. En effet, plusieurs secteurs de la vie économique nationale échappent aux nationaux, notamment le commerce de gros et de détail, un secteur pourvoyeur de liquidités, à savoir la boulangerie, la restauration rapide, le transport de taxis, la vente des pièces détachées, etc. Il suffit de se rendre dans les deux principales villes du pays pour constater l'hypertrophie des secteurs précités. Plusieurs sujets étrangers, souvent en situation irrégulière, sont très actifs dans les antivaleurs, comme la corruption des responsables des structures. Mais progressivement, d'autres activités prestigieuses sont concernées telles que les prestations de services, le conseil en entreprise. Ces secteurs sont en train d'être colonisés par des réseaux qui infiltrent et pratiquent une concurrence déloyale en proposant des services au rabais des coûts réels

de production. Des réseaux qui souvent ne payent pas les impôts, donnent des faibles salaires à leurs employés, ne payent pas la sécurité sociale, ne respectent pas les lois du pays. On les voit passant d'institutions à institutions à la recherche des marchés, comme des véritables commerçants, en quête d'affaires juteuses qui mettent à mal les structures légales détenues par les Congolais, privés de marchés, alors qu'ils emploient des nationaux qui consomment et qui ont des familles à nourrir. Dès lors, il faut que l'Etat mette en place une législation plus restrictive qui protège les créateurs et entrepreneurs nationaux dans des secteurs qui leur sont réservés. Car, cette dépendance a d'autres inconvénients : souvent, les pièces de monnaie sont rares dans notre pays à cause des trafics avec d'autres pays étrangers. On peut imaginer la création des ordres professionnels comme l'ordre des experts comptables, des architectes, des géomètres,

des experts en assurances qui font respecter les intérêts des nationaux comme c'est souvent le cas dans nombre de pays qui nous entourent. Ces véritables usines à gaz aux méthodes bien rodées ont des réseaux ancrés dans le pays. Leur culot n'a pas de limites : présentation impeccable qui évite tout soupçon, expériences augmentées sur papier glacé et non vérifiables, fausses qualifications et faux diplômes. Ils ont des relais dans les structures qui leur facilitent l'accès aux décideurs. Ils n'hésitent pas à pratiquer des surfacturations pour gagner le marché. On devrait plutôt pratiquer la règle de la réciprocité, en donnant des avantages à ces personnes si les mêmes avantages sont accordés dans leurs pays d'origine. De nombreuses sociétés sont actuellement menacées de fermeture à cause d'un manque de chantier et de commandes et, surtout, en raison de la concurrence des opérateurs étrangers.

Jean Mougou

ARMÉE DE L'AIR

## Trois cent soixante stagiaires en formation à Makoua

Le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jean Baptiste Philippe Tchicaya, a ouvert récemment dans la localité, le stage du brevet élémentaire deuxième degré fusilier commando de l'air session 2018-2019. La formation regroupe trois cent soixante stagiaires venant des différentes structures des Forces armées congolaises. Elle s'inscrit dans le cadre de l'instruction et l'entraînement continus des sous-officiers et militaires de rang dans la qualification des métiers de l'air. Les modules de formation sont essentiellement consacrés aux notions élémentaires ainsi qu'aux techniques d'initiation fusilier commando de l'air et aux connaissances du chef d'un groupe fusilier commando. « Nous exigeons de vous la disponibilité, la discipline, le savoir-faire et le savoir être. Lors de notre réveillon d'armes, le commandant en chef l'a rappelé, la discipline est la force principale des armées. Il faut faire beaucoup avec peu », a indiqué le général de brigade aérienne, Jean Baptiste Philippe Tchicaya. Le général de brigade aérienne a également demandé aux instructeurs de former « les hommes de métier, capables de remplir toutes les missions et de commander aux hommes... ».

Fortuné Ibara



CONSOMMATION

Quiproquo autour de l'arrêté prohibant la vente du pain par les étrangers

Les consommateurs interprètent diversement l'arrêté du ministre en charge du Commerce, Claude Alphonse Nsilou, réglementant la commercialisation du pain et des produits de pâtisserie en République du Congo.

Selon le texte, « le transport pour la livraison et la vente du pain et des produits de pâtisserie sont exclusivement réservés aux personnes physiques de nationalité congolaise ».

Nulle part, il évoque l'interdiction aux étrangers de procéder à la fabrication du pain et des produits de pâtisserie sur le sol congolais, comme l'interprètent malencontreusement certains consommateurs.

Le pain fait partie des aliments les plus prisés dans les grandes agglomérations du pays. Depuis un certain temps, le transport et la vente de cette denrée alimentaire sont effectués dans les conditions précaires.

« Le pain est mis dans les conditionnements non commodes et vendu parfois à même le sol. L'on se sert des motos et des moyens inadaptés pour le transporter. Ces pratiques exposent les consommateurs aux maladies liées au manque d'hygiène », déplore un consommateur du pain.

L'arrêté du ministre du Commerce commande que le pain et les produits de la pâtisserie soient mis à l'abri des mauvaises conditions d'hygiène. Il interdit également l'usage des véhicules de transport en commun ou d'autres moyens non adaptés pour en assurer la livraison aux vendeurs. « Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée conformément aux textes en vigueur », prévient le texte du gouvernement. Les unités de production du pain sont en majorité tenues par les ressortissants étrangers. Certains d'entre eux font travailler leurs employés, parmi lesquels les Congolais, au mépris des dispositions du code du travail.

Selon le secrétaire exécutif de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs, Mermans Babounga, la réaction du ministère du Commerce arrive un peu tardivement. « C'est bien mais, ce n'est pas assez. Il fallait traiter cette restriction dans sa globalité car, la chaîne de distribution et de vente de plusieurs produits se trouve entre les mains des étrangers. En plus, il serait mieux de les consulter pour éviter toute interprétation xénophobe », dit-il.

D'après lui, les Congolais attendent toujours la publication des textes d'application sur l'exercice du commerce et la loi sur la protection des consommateurs.

Christian Brice Elion

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Congo admis à l'Asareca

L'adhésion du pays, en qualité de douzième membre, a été approuvée lors de la 27<sup>e</sup> réunion ordinaire du conseil d'administration de l'organisation, tenue en décembre dernier en Ouganda.

L'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'est et du centre (Asareca) s'engage, à travers l'adhésion du Congo, à apporter sa contribution au renforcement des capacités des cadres et agents de l'Institut national de recherche agronomique (Ira) de la République du Congo, indique un communiqué de presse du ministère en charge de la Recherche scientifique. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de transformation agricole en Afrique de l'est et du centre (ECAAT), financé par la Banque mondiale, l'Asareca a été choisie pour la coordination régionale. C'est à ce titre que l'Ira est devenu membre de cette association pour bénéficier de son appui.

Cette adhésion permettra aussi au Congo, en tant qu'Etat membre, de bénéficier des autres appuis que l'Asareca peut apporter. Notons que cette organisation sous-régionale, à but non lucratif, a été créée en 1994 par dix pays membres représentés par leurs instituts nationaux de recherche agronomique pour le développement. Il s'agit du Burundi, de l'Erythrée, de l'Ethiopie, du Kenya, de Madagascar, du Rwanda, du Soudan, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la République démocratique



Les membres des différentes délégations/DR

du Congo. Elle vise le renforcement de l'action collective régionale en matière de recherche agricole pour le développement, la vulgarisation, la formation et l'éducation agricole afin de promouvoir la croissance économique, lutter contre la pauvreté, éliminer la faim et améliorer l'utilisation durable des ressources en Afrique centrale et orientale.

S'agissant du Congo, le pays prépare, avec l'appui de la Banque mondiale, le projet ECCAT dont le principal bénéficiaire est le ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique. C'est à l'Ira de conduire au développement de cinq cultures vivrières suivantes : le manioc, le maïs, le riz, l'arachide et le soja.

Il permettra également de mieux réaliser les aménagements des terres cultivables.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet régional mené dans six pays, à savoir Burundi, Congo, République démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Ouganda, la coordination régionale des activités techniques est confiée à l'Asareca. C'est ce qui justifie l'intégration du Congo comme douzième membre de cette association. En plus de l'appui qu'il tirera de la coordination du projet ECAAT, le Congo bénéficiera également de toutes les prestations de l'Asareca en matière d'appui à la recherche agricole pour le développement.

Parfait Wilfried Douniama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com



CONTACTEZ NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





## BRÈVES

### CAMEROUN

L'armée camerounaise a neutralisé sept assaillants au cours d'une « opération de reconnaissance offensive » le 12 janvier à Alabukam, près de Bamenda, chef-lieu de la région anglophone du nord-ouest. L'opération a permis la destruction d'un camp de combattants sécessionnistes et la récupération d'armes légères, de munitions, d'uniformes militaires et de moyens de transport comme des motocyclettes. Cette offensive survient après des appels au cessez-le-feu lancés par le président Paul Biya, en novembre et décembre derniers. Les séparatistes anglophones militent pour la création d'un Etat indépendant dans le nord-ouest et le sud-ouest, théâtre d'un conflit armé depuis fin 2017. Plus de deux cents membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit, ainsi que plus de cinq cents civils, selon le centre d'analyse International crisis group.

### ZIMBABWE

Le pays va réintroduire d'ici à la fin de l'année sa propre monnaie, le dollar zimbabwéen, pour pallier le manque de dollars américains qui étouffe depuis des années son économie, a confirmé son ministre des Finances, Mthuli Ncube. Le Zimbabwe a abandonné, en 2009, sa devise nationale en chute libre, victime de l'hyperinflation. Incapable d'enrayer la valse des étiquettes par les dévaluations, le régime de Robert Mugabe lui a substitué le dollar américain et un panier d'autres monnaies dont le rand sud-africain. Mais les précieux billets verts se sont faits de plus en plus rares, au point de causer l'arrêt de l'économie tout entière. En 2016, le gouvernement a tenté de remédier à la fuite des dollars en introduisant des « bonds notes », des sortes d'obligations, en principe d'une même valeur que les billets verts. Mais, faute de la confiance des opérateurs économiques, leur valeur réelle a vite baissé et l'opération a échoué.

### UEMOA

Les huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa) envisagent d'émettre 2723 milliards de francs CFA de dettes en 2019 contre 2433 milliards en 2018, a annoncé l'Agence régionale de planification de la dette, Umoa-Titres, le 12 janvier. Selon elle, le total des dettes émises par les pays membres de l'Uémoa en 2018 était inférieur aux 3007 milliards de francs CFA initialement prévus, en raison notamment des montants inférieurs aux prévisions initiales émises par la Côte d'Ivoire et le Mali. Créée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest en mars 2013, l'agence Umoa-Titres a pour objectifs d'assister les pays émetteurs sur les questions relatives aux marchés financiers et d'organiser le dialogue entre eux et les investisseurs.

### ECOBANK

Ecobank transnational incorporated a reçu le soutien de Nedbank – premier actionnaire du groupe bancaire panafricain- qui a démenti l'existence d'une enquête, pour déterminer si la banque a manipulé ses taux de change, notamment sur ses opérations au Nigeria, afin de donner plus de poids à ses résultats en dollars américains. Le Financial reporting council, l'entité nigériane qui évalue la pertinence des rapports financiers effectués par les entreprises, ne s'est pas encore prononcé depuis la sortie de l'information. Tout est parti d'une révélation faite par Altu Sadie, un ancien responsable du groupe basé à Lomé et devenu lanceur d'alerte. Pour lui, Ecobank a, au contraire des autres banques nigérianes, utilisé le taux de change officiel pour consolider ses résultats, en dépit des réalités du marché et des recommandations des experts comptables. Ecobank a, pour sa part, nié en bloc toute action malveillante.

### TOGO

L'Irena accorde au Togo un financement de quinze millions de dollars pour implanter une centrale solaire de 30 MW. Ce financement devrait permettre au pays d'amorcer un virage significatif vers son objectif de couverture universelle de sa population en énergie à l'horizon 2030 et de soutenir ses efforts en matière de promotion des énergies dites propres. Le projet présenté par le Togo, à la 9e Assemblée générale de l'Irena, s'intègre dans un ensemble de projets approuvés à hauteur de trente et un millions de dollars par cette institution. L'enveloppe globale, dont le décaissement a été approuvé au cours de la rencontre, porte à ce jour à deux cent quarante-cinq millions de dollars les financements débloqués par le fonds ADFD/Irena.

### LIBYE

Glencore vient de perdre les droits exclusifs de commercialisation de deux variétés de brut. Il s'agit des principales qualités d'exportation de la société publique du pétrole (NOC). Glencore contrôlait ces droits, depuis les trois dernières années. Les raisons qui justifient ce retrait de droits n'ont pas encore été mentionnées ni par Glencore ni par la partie libyenne. Une source proche de la NOC a confié que le chinois Unipet s'est vu attribuer trois cargaisons de ce brut en janvier. Pour l'instant, rien ne laisse croire que la société chinoise bénéficiera de ces droits. C'est le deuxième important revers de Glencore en Libye, en moins de deux ans. En juin dernier, les autorités de l'est libyen lui avaient retiré les droits d'exportation du pétrole sur le port pétrolier de Marsa al-Hariga.

Josiane Mambou Loukoula et l'AFP

## AFRIQUE

# Des perspectives économiques assombries en 2019

## Le redressement de l'économie subsaharienne se poursuit, bien qu'à un rythme plus faible.

La croissance en Afrique subsaharienne a progressé, passant de 2,6 % en 2017 à 2,7 % en 2018. Une progression inférieure aux prévisions, en raison en partie des faiblesses observées au Nigeria, en Afrique du Sud et en Angola. La région a été confrontée à un environnement extérieur plus difficile en 2018, caractérisée par le ralentissement du commerce mondial, le resserrement des conditions de financement et le raffermissement du dollar américain. La croissance au Nigeria a connu une augmentation de 1,9 %, tandis que la production pétrolière chutait et l'activité non pétrolière plombée par l'atonie de la demande de biens de consommation et les différends qui ont perturbé la campagne agricole.

En Angola, deuxième plus gros exportateur de pétrole de la région, l'économie s'est contractée de 1,8 %, du fait de la diminution de la production pétrolière. Sortie d'une récession technique au second semestre 2018, l'économie sud-africaine a progressé de 0,9 %, grâce en partie à l'amélioration de la situation dans le secteur agricole et dans l'industrie manufacturière. Cependant, elle continue d'afficher une croissance tenue, les difficultés de l'industrie extractive et l'atonie du secteur de la construction ayant été accentuées par l'incertitude des politiques et le manque de confiance des entreprises.

Les économies de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) ont tiré profit de l'augmentation de la production pétrolière et de la bonne tenue des prix du pétrole durant la majorité de l'année 2018. Soutenue par la production agricole, les services, la consommation des ménages et l'investissement public, l'activité économique dans les pays pauvres en ressources naturelles a été robuste. Plusieurs pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, ont enregistré un taux de croissance de 6 %

ou plus. Partout dans la région, il est devenu plus difficile de financer la balance des paiements dans un contexte marqué par le renchérissement des coûts des emprunts extérieurs et l'affaiblissement des flux de capitaux. Les monnaies de la région ont perdu de la valeur alors que le dollar américain s'appréciait et l'attrait des investisseurs pour les marchés émergents diminuait.

En ce qui concerne les perspectives, la croissance dans la région devrait se renforcer à 3,4 % en 2019, à la faveur de la diminution des incertitudes autour des politiques publiques et de l'accroissement des investissements dans les grandes économies, ainsi que de la poursuite d'une croissance robuste dans les pays pauvres en ressources naturelles. La croissance par habitant devrait rester largement inférieure à la moyenne à long terme dans de nombreux pays et contribuer dans une faible mesure à la réduction de la pauvreté. La croissance au Nigeria devrait atteindre 2,2 % en 2019, dans l'hypothèse que la production pétrolière redémarre et qu'une lente amélioration de la demande privée freine le développement des industries non pétrolières. Tablant sur l'entrée en production de nouveaux champs pétrolifères qui devraient favoriser la reprise dans le secteur pétrolier, et sur la poursuite des réformes qui stimulent la conjoncture économique, les prévisions pour l'Angola font état d'un taux de croissance de 2,9 % en 2019.

L'Afrique du Sud devrait voir sa croissance bondir légèrement à 1,3 %, dans un contexte marqué par les contraintes qui pèsent sur la demande intérieure et par la réduction des dépenses publiques. Poussée par l'augmentation de la production pétrolière et une hausse de la demande intérieure consécutive à l'assouplissement des mesures d'austérité budgétaire, l'activité économique devrait s'accélérer pour atteindre un taux de 3 % dans les pays de la Cémac. On devrait

observer un léger rebond de la croissance chez les exportateurs de métaux, soutenu en partie par une plus forte activité minière.

Dans les pays pauvres en ressources naturelles, l'investissement public et une production agricole abondante devraient favoriser le maintien d'une activité robuste. La croissance devrait ralentir en Côte d'Ivoire, à 7,3 %, rebondir au Kenya à 5,8 % et s'envoler en Tanzanie à 6,8 %. Pour les risques, la balance des risques penche négativement sur les perspectives régionales.

Une croissance plus lente que prévue dans la zone euro et en Chine devrait avoir des répercussions négatives sur la région, qui se manifesteraient par une baisse de la demande d'exportations et une diminution des investissements. Les producteurs de métaux de la région seraient probablement durement touchés par l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Une normalisation plus rapide que prévue de la politique monétaire des pays avancés pourrait se traduire par de fortes réductions des apports de capitaux, le renchérissement des coûts de financement et de brusques dépréciations des taux de change. La dépendance accrue à l'égard des emprunts en devises a augmenté les risques de refinancement et la vulnérabilité aux fluctuations des taux de change dans les pays débiteurs. Les risques intérieurs, en particulier, restent élevés.

L'incertitude politique et l'affaiblissement concomitant des réformes économiques pourraient continuer à peser sur les perspectives de nombreux pays. Là où se dérouleront des élections en 2019 (par exemple Malawi, Mozambique, Nigeria, Afrique du Sud), des considérations de politique intérieure pourraient remettre en cause les engagements nécessaires pour s'attaquer aux déficits budgétaires ou mettre en œuvre les réformes structurelles, particulièrement si le niveau de la dette publique est élevé et augmente.

Noël N'dong

## GABON

# Le nouveau gouvernement annoncé depuis le Maroc

La nouvelle équipe de l'exécutif, quasiment identique à la précédente, ainsi qu'un nouveau cabinet présidentiel ont été rendus publics, le 12 janvier au soir.

Depuis le Maroc, où le président Ali Bongo Ondimba est en convalescence, le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a publié son équipe, sans changement majeur. Le nouveau gouvernement compte trente-huit membres y compris le Premier ministre contre quarante et un ministres dans l'équipe sortante.

Les hommes d'Ali Bongo restent aux postes stratégiques. Etienne Massard tient la Défense, Lambert Noël Matha reste à l'Intérieur tout comme Pascal Houagni Ambourouet au Pétrole. Jean Fidèle Otandault, qui a obtenu le satisfecit du Fonds monétaire international pour la bonne tenue des finances publiques, reste au Budget.

Les Affaires étrangères sont confiées à Abdu Razzaq Guy Kam-bongo –un nouveau- actuel ambassadeur du Gabon au Maroc. La principale entrée à signaler est celle de Franck Nguéma, patron de TV+, la télévision privée la plus critique contre le pouvoir. Il est nommé ministre délégué auprès du ministre des Forêts et de l'environnement, chargé du plan climatique. Les op-

posants qui avaient accepté la main tendue d'Ali Bongo lors de la formation de la précédente équipe, en mai 2018, n'ont pas été chassés du gouvernement. Seul Patrick Eyo-gho Edzang a été limogé. Ce dernier avait brutalement rompu le contrat de distribution d'eau et d'électricité au Gabon par la société française Veolia.

Les ministres devront prêter serment devant le président de la République, comme le prévoit la nouvelle Constitution. Victime d'un accident vasculaire cérébral le 24 octobre dernier, Ali Bongo Ondimba est en convalescence au Maroc. Les Gabonais attendent de savoir comment se déroulera cette prestation de serment et où elle se fera. A Libreville, les rumeurs enflent sur le retour du président dans les prochains jours. Pourtant, les partis d'opposition et la société civile ne cessent d'appeler la Cour constitutionnelle à constater une vacance du pouvoir. Ils jugent le président en incapacité de gouverner. Mais de sources proches de la présidence, « Ali Bongo gouverne et se prépare à rentrer au Gabon » pour rece-

voir le serment de son gouvernement avant son entrée en fonction comme prévu par l'article 15 de la Constitution. Une affirmation pour taire toutes spéculations sur l'état de santé d'Ali Bongo. Le cabinet présidentiel, sans réel changement lui aussi, a également été annoncé par le secrétaire général de la présidence, Jean-Yves Teale. Directeur de cabinet depuis 2017, Brice Lacruche Alihanga reste en poste. Ancien cadre de la banque BGFI, il est réputé proche de la Première dame, Sylvia Bongo.

Vendredi dernier, une nouvelle Assemblée nationale a été mise en place, après une période de huit mois sans députés. Fin avril, la Cour constitutionnelle avait constaté la vacance de l'Assemblée, jugeant que le gouvernement avait échoué à tenir les législatives dans les délais. Le travail législatif avait été transféré au Sénat. Le 7 janvier, une tentative de coup d'Etat a eu lieu au Gabon, les putschistes ayant en partie justifié leur action par les conséquences de l'état de santé d'Ali Bongo.

J.M.L.



## SECTEUR DES TRANSPORTS

# Adoption d'un plan national 2019-2038

Le plan d'amélioration de la gestion du secteur des Transports et de développement des infrastructures et des systèmes de transport a été adopté, le 10 janvier à Brazzaville, au cours d'un atelier national qui a réuni des ministères sectoriels. Il vise à renforcer le système de gestion des infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et aéroportuaires, ainsi que la coordination entre elles.



La validation du Plan national des transports (PNT 2019-2038) représente une avancée majeure dans la gouvernance du secteur comme le montre la présence à l'atelier des ministres du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Ebouka-Babackas ; de l'Équipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso ; des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Fidèle Dimou ; des Mines et de la géologie, Pierre Oba ; y com-

mande également l'adoption de plusieurs mesures et réformes dans les institutions chargées de ces activités. C'est ainsi que dans leurs conclusions, les participants ont appelé les autorités politiques à l'adopter dans « les meilleurs délais » et de voter une loi fixant les conditions de sa mise en œuvre et enfin d'affecter les ressources nécessaires à la cellule technique chargée de son suivi.

viaire d'environ 886 km, sur ses deux lignes entre Brazzaville et Pointe-Noire et entre Mont-Bélo et Mbinda, nécessite des travaux de réhabilitation.

Le Congo peut compter, pour la mise en œuvre du PNT, sur ses partenaires de l'UE, pour une exploitation durable des infrastructures de transport. Ces quatre dernières années, l'UE a débloqué environ cinq millions d'euros dans le cadre du Projet d'appui à la gouvernance

et à l'entretien routier (Pager). « En effet, demander la route en interprétation littérale, c'est s'interroger sur le chemin à prendre. C'est se demander quelle est la voie à suivre. J'estime que c'est ce qui avait été fait au cours des premières années du Pager », a déclaré Raoul Mateus Paula.

Soulignons que le Pager a aussi contribué à l'exécution de nombreux projets tels que la création d'un référentiel géographique routier du Congo ; l'appui à la navigabilité du

fleuve Congo ; le cofinancement de l'extension et de la mise à niveau du port autonome de Pointe-Noire ainsi que la réhabilitation de la route nationale numéro 1, de Kinkala à Mindouli.



pris de l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Raul Mateus Paula.

En effet, le PNT constitue un véritable outil d'aide à la décision et va permettre de maintenir et d'assurer la bonne exploitation, l'entretien régulier et le développement nécessaire des infrastructures construites par l'État. Il recom-

« Le document sera transmis au gouvernement pour adoption », a assuré le ministre des Transports, Fidèle Dimou. Le pays dispose d'un réseau routier d'environ 34,600 km, soit une densité de 0,85 km de route revêtue par 100 km, des aéroports internationaux et nationaux dont ceux de Brazzaville et Pointe-Noire et le Port autonome de Pointe-Noire. Le réseau ferro-



TCHAD-CAMEROUN

## La BAD et l’UE prêtes à financer l’interconnexion électrique

La Banque africaine de développement (BAD) vient de rendre public un accord avec la Commission européenne pour l’interconnexion électrique Cameroun-Tchad et pour la dorsale Transsaharienne à fibre optique.

Les accords ont été cosignés par le directeur général de la BAD pour l’Afrique centrale, Ousmane Doré, et le chef de l’unité Afrique centrale et australe et océan Indien de la direction générale à la Coopération internationale au développement de la Commission européenne, Francesca Di Mauro. Le montant est de soixante millions d’euros sous forme de dons. L’on apprend que “la Banque africaine de développement avait donné son feu vert, en décembre 2017, pour financer à hauteur de 65 % le projet d’interconnexion électrique Cameroun-Tchad d’un coût de trois cent quatrevingt-dix-neuf millions d’euros”.

Le don consenti par la Commission européenne représente, quant à lui, 7,5 % de ce montant. Ce projet, dont l’achèvement est prévu pour 2022, améliorera le cadre de développement économique et social des pays concernés grâce à la hausse du taux d’accès à l’électricité et des échanges transfrontaliers d’une énergie bon marché et plus propre. La dorsale transsaharienne à fibre optique, quant à elle, est d’un coût de soixante-dix-neuf millions d’euros financé pour plus de moitié (quarante-quatre millions d’euros) par la BAD. L’objectif est de renforcer l’accès de la population, des administrations et des entreprises à des services digitaux de qualité, fiables et accessibles dans les deux pays à la faveur des multiples liaisons optiques transfrontalières prévues.

Noël N’dong

PRÉSIDENTIELLE EN RDC

## La Sadc et la Cirgl élèvent la voix

A la suite de la publication des résultats provisoires des élections en République démocratique du Congo (RDC), les deux organisations sous-régionales plaident pour la mise en place d’un gouvernement d’union nationale.

La Communauté de développement d’Afrique australe (Sadc) et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl) ne cachent plus leur inquiétude face à la tournure que prend le processus électoral en RDC, et unissent leurs voix pour lancer aux autorités de ce pays un appel à la formation d’un gouvernement d’ « union nationale », en vue de restaurer la confiance. Aussi suggèrent-elles un « recomptage des voix » qui permettrait de « rassurer gagnants et perdants ».

Dans un communiqué, la Cirgl s’est inquiétée des « contestations » qui se multiplient depuis la proclamation des résultats des législatives qui sont, selon elle, de « nature à compromettre les efforts fournis ». Elle a exprimé sa « vive préoccupation » à propos de la situation en RDC et a exhorté les autorités à apporter plus d’ « éclairage sur tous les éléments de doute pouvant jeter le discrédit sur le processus électoral ».

Au terme de la publication des résultats provisoires des autres élections législatives, nationales et provinciales, et après concertation avec ses homologues de la Sadc, le chef de l’Etat congolais, Denis Sassou N’Guesso, président en exercice de la Cirgl, a noté avec une vive préoccupation l’expression de nombreuses contestations de nature à compromettre les

efforts fournis. Ainsi, avec ses pairs, il « encourage toutes les parties à s’engager dans un processus politique susceptible d’améliorer la confiance des uns envers les autres, de bâtir des passerelles en vue de la formation d’un gouvernement d’union nationale et de renforcer les institutions démocratiques ».

Le chef de l’Etat congolais a, en outre, lancé un vibrant appel à tous les acteurs politiques ainsi qu’à la société civile de la RDC, à privilégier l’intérêt supérieur du pays, en ce moment crucial de son histoire, tout en réitérant sa disponibilité à soutenir tous les efforts visant la paix et la cohésion nationale dans ce pays.

Le plaidoyer de la Sadc et la Cirgl a suscité quelques réactions. Du côté de la coalition du président Kabila, le communiqué a été accueilli avec scepticisme. « Nous sommes toujours en train de vérifier » son « authenticité », a expliqué l’un des porte-paroles du Front commun pour le Congo, Kodjo Ndukuma, notant que le document était signé par le conseiller aux relations publiques du président zambien plutôt que par la Namibie, actuellement à la tête de la Sadc.

Il a tout de même indiqué que le contentieux électoral était du ressort de la Cour constitutionnelle sur laquelle « ni les coalitions politiques ni

les autorités étrangères ne devraient appliquer une quelconque injonction ».

Du côté de la coalition Lamuka, Martin Fayulu, candidat malheureux, a « remercié » la Sadc d’avoir demandé un « recomptage » de voix afin que soit proclamé président « celui qui a véritablement gagné ». Il a estimé qu’il « serait dangereux de ne pas soutenir le processus démocratique en RDC », sans se prononcer clairement sur l’hypothèse d’un gouvernement d’union nationale. Mais Eve Bazaiba, sa porte-parole durant la campagne, a précisé : « *Ce que nous voulons c’est uniquement la vérité des urnes* ».

En revanche, pas de réaction du côté de la coalition Cach de Félix Tshisekedi qui se fait discret depuis que la Commission électorale nationale indépendante a annoncé sa victoire. Autre réaction, celle de la Lucha. Fred Bauma, l’un des fondateurs du mouvement citoyen, juge qu’il est « important que la Sadc » demande « un recomptage des voix » afin que « la vérité des urnes soit rétablie ».

Sans cela, a-t-il estimé, « toute démarche sera illégitime et maintiendra l’instabilité actuelle », ajoutant « que les gouvernements d’union nationale n’ont jamais été une solution en RDC » et n’ont jamais « rien résolu ».

Yvette Reine Nzaba



**BRAZZAVILLE**  
Avenue Amilcar Cabral  
BP : 1110 Centre-ville  
Tél. + 242 06 666 43 76 / 05 670 47 47

**POINTE-NOIRE**  
Avenue Ngouédi, derrière l’hôtel Elais ( Ex M’bou Mvou-Mvou)  
BP : 796 Centre-Ville  
Tél. + 042 06 956 52 56 / 01 952 56 52

## MEILLEURS VŒUX

A l’occasion de cette nouvelle année, le président directeur général des Assurances générales du Congo-Vie et son personnel vous remercient pour votre confiance et vous souhaitent les vœux les meilleurs pour l’année 2019.

Notre équipe est toujours aussi enthousiaste à vous satisfaire, à vous apporter la meilleure qualité de service possible.

Nous vous assurons de notre disponibilité pour vous accompagner au quotidien dans tous vos besoins d’assurances.

Bonne et heureuse Année 2019 !!!  
Avec AGC-VIE, envisagez l’avenir en toute sérénité.



### NOS PRODUITS :

- Protection familiale,
- Assurances frais funéraires et obsèques,
- Rente éducation mixte
- Prévoyances (épargne, éducation, décès)
- Epargne retraite.



## Une société industrielle recherche : Logisticien/ne

Une société industrielle recherche :

### Logisticien/ne

#### Missions :

- Gérer et manager les transporteurs, les transitaires et négocier les conditions tarifaires ;
- Garantir l'envoi des produits finis ;
- Organiser, coordonner et superviser les activités logistiques ;
- Répartir les moyens et les ressources nécessaires à l'activité ;
- Conseiller la direction en matière de logistiques ;
- Définir les moyens de transport adéquat ;
- Gérer les dépôts de stockage :
  - Gérer le suivi des stocks des matières première et l'approvisionnement des lignes de production
  - Repérer les risques de ruptures de flux et définir des solutions correctives ou préventives (approvisionnement et gestion du carburant)
  - Pratique des inventaires
- Planifier les besoins en produits finis à partir des prévisions de vente et des stocks existants à long terme ;
- Définir la politique de gestion des flux et le planning de production (S'occuper de la régulation et la circulation des flux de production entrants ou sortants) ;
- Assurer la cohérence du travail avec les besoins de la production et/ou des magasins.

#### Votre profil :

- Issu(e) d'une formation Bac +3, vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 années dans le domaine ainsi que de solides compétences en management d'équipe de production et/ou logistique.
- Maîtrise des outils du pack office

Envoyer lettre de motivation et CV à : [employons@gmail.com](mailto:employons@gmail.com)

Référence de l'offre (à préciser dans l'objet de votre courrier de candidature) : **801**



## IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



### UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

#### PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

#### OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers



Journaux

Magazines

Chemises à rabat

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
[imp.bc@adiac-congo.com](mailto:imp.bc@adiac-congo.com)

## AVIS DE RECHERCHE

La famille Dhou recherche leur fille, Noely Thecia Dhou Apowe, âgée de 15 ans, fréquentant l'école Leclaire-montia, Mille logements, à Kintélé. Elle est sortie du domicile familial, le 11 janvier 2019, habillée en tenue scolaire. Toute personne ayant retrouvé ou connaissant la fille doit informer la famille au numéro : 06 808 77 51/ 06 672 10 57/ 06 959 61 31. Référence : 196 bis de la rue Abala, à Talangai, ou Kintélé Fleuve (arrêt Kiki Nguesso) en face de la maison de l'ancien ministre Andely.



POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)





www.lesdepechesdebrazzaville.com

## BON PLAN! RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

**FILLES  
JEUNES ET DYNAMIQUES**  
rejoignez notre équipe marketing



84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville, République du Congo

Brazzaville : 05.532.01.09  
Pointe-Noire : 06.963.31.34







FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (Ligue 2)

Ligue 2, 20e journée

Le Paris FC réalise une bonne opération en s'imposant à Nancy (2-1). Les Parisiens remontent ainsi à la 3e place (en attendant le match de Lens lundi soir). Pour les Lorrains, avant-derniers, il s'agit d'un coup d'arrêt après 4 matchs sans défaite. Pour les Congolais, Christopher Maboulou, le seul sur la feuille de match, est resté sur le banc. Ses coéquipiers Badila (infirmerie), Mabella et Bassouamina (non convoqués) étaient absents, comme Dylan Saint-Louis, malade. Orléans, qui recevait le leader messin, s'incline sur le plus petit des scores (0-1). Durel Avounou, titulaire, a joué toute la rencontre. Réduit à dix dès la 7e minute, Béziers chute à Ajaccio (1-2). Junior Etou était finalement remplaçant et n'est pas entré en jeu. Le promu n'a pris qu'un point lors des six dernières journées. Samedi après-midi, Le Havre est allé prendre un point à Grenoble (0-0). Face à son ancien club, Fernand Mayembo était titulaire et a été averti à la 60e. Sa 5e titularisation consécutive depuis le 14 décembre (2 en Ligue 2, 3 en Coupes). Point du nul également pour Troyes à Brest (1-1). Sans Morgan Poaty, remplaçant, ni Warren Tchimbembé, non retenu. Valenciennes remporte le duel de mal-classés face à Sochaux (1-0). Remplaçant, Eden Massouema est entré à la 71e. Au classement, le Paris FC remonte donc sur le podium avec 35 points, soit 5 de plus que Troyes, 9e, et 7 de plus que le Havre, 10e. Avec 26 points, Orléans, 12e, bascule dans la 2e partie de tableau, suivi de Valenciennes, 16e avec 20 points, Béziers, 18e et barragiste avec 18 points, et Nancy, 19e avec 13 points.

National, 18e journée

Très belle opération de Quevilly-Rouen, qui l'emporte 1-0 sur le terrain de Lyon-La-Duchère. Première titularisation pour Bevic Mousiti Oka, combatif en pointe mais rarement servi. Remplacé à la 84e. Deuxième titularisation et première victoire pour Randi Gote-ni sous le maillot de Dunkerque. Les Nordistes battent Concarneau 3-0 et le milieu défensif prêté par Troyes a joué l'intégralité du match. Le Mans l'emporte à Avranches (2-0). Sans Ryan Bidounga, laissé à disposition de la réserve. Avec la National 3 (CFA 2), le défenseur prêté par Nancy s'est mué en buteur décisif à la 92e face à Sablé. Davel Mayela a joué l'intégralité du match nul concédé par Boulogne face à Laval (1-1). Sans briller face à son ancien club. Cholet concède le nul face à Rodez (0-0). Titulaire, Bradley Mazikou a été remplacé à la 77e.

Camille Delourme

TRANSFERT

Yves Pambou Loembet débarque à Grenoble

Yves Pambou Loembet, 23 ans, s'est engagé ce lundi en faveur du Grenoble Foot 38. L'international a signé un contrat de 1 an et demi.

Près de cinq mois après avoir débarqué, dans l'anonymat, en deuxième division israélienne, Yves Pambou Loembet rebondit chez le 7e de Ligue 2 française. Il y sera sous contrat jusqu'en juin 2020.

Pambou, qui a alors quitté le DAC Dunajská Streda, après une ultime saison aboutie (28 matchs, 1 but et une historique qualification européenne), n'obtient pas les propositions qu'il attendait malgré quelques pistes. Le mercato touchant à sa fin, ses conseillers (l'agence Sportback, qui s'occupe également des intérêts de Ganhoulou, Ndockyt et Dikamona), lui suggèrent la piste Petah Tikva, pour éviter à tout prix la saison blanche. Un pari gagnant, au vu de sa signature au GF38. Auteur de 17 matchs, dont 14 comme titulaire, avec l'Hapoel Petah Tikva, le gaucher de 23 ans a contribué au bon parcours de son ancienne équipe : 27 points pris en 19 matchs. Rappelons qu'après sa signature



Yves Pambou et son agent Nicolas Onissé ce lundi à Grenoble pour la signature de son contrat (Sportback)

le 23 août, le club israélien a été sanctionné de 11 points pour des raisons économiques. Actuellement 14e avec 16 points, Petah Tikva serait 8e en comptant l'ensemble de ses points gagnés. Mais cela ne concerne désormais plus l'ancien Nantais, formé chez les Canaris, qui va se joindre à la lutte pour la montée en Ligue 1 que mène le promu

isérois. A lui désormais de faire sa place en Ligue 2, en étant plus efficace face au but adverse, pour tenter de faire son retour en sélection dans les prochains mois. Pour la petite histoire, plusieurs Diables rouges ont déjà porté les couleurs du club récemment: Bruce Abdoulaye, Yannick Salem, Francis N'Ganga et Fernand Mayembo.

C.D.

# ADIAC

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo

## www.adiac.tv



FORMATION DU PROCHAIN GOUVERNEMENT

# Le FCC prêt à négocier avec Félix Tshisekedi

La République démocratique du Congo s'achemine vers une cohabitation sans précédent entre un président issu de l'opposition et le pouvoir sortant qui garde la majorité au parlement.

Alors que le pays est en attente de l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui examine présentement le recours introduit par Martin Fayulu, en contestation des résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante donnant Félix Tshisekedi gagnant de la présidentielle du 30 décembre, le Front commun pour le Congo (FCC) se dit d'ores et déjà prêt à entamer des négociations avec le nouveau président élu, en vue de la formation du prochain gouvernement. C'est ce qui ressort du communiqué ayant sanctionné la réunion qu'a présidée, le 13 janvier, Joseph Kabila, en tant qu'autorité morale de ce regroupement politique. Le président de la République sortant, qui a réuni autour de lui quelques cadres de l'ancienne majorité au pouvoir, en a profité pour faire le point, avec ses interlocuteurs, de la situation politique du pays à la lumière des résultats des élections présidentielle, législatives nationales et provinciales. Il ressort de cette entrevue que la majorité parlementaire est prête à entamer des négociations avec le nouveau président élu qui aboutiraient à la mise en place du prochain gouvernement. « La majorité présidentielle (sortante, Ndlr) se tient prête à entamer avec le président élu et ce, sous la houlette de son autorité morale, le président Joseph Kabila Kabange, toutes les négociations nécessaires en vue de déterminer les modalités pratiques de collaboration pour une gouvernance efficace du pays », indique le communiqué signé par André-Alain Atundu, porte-parole de cette majorité. Fort de ses trois cent cinquante députés nationaux provisoirement élus, il est clair que le FCC sera aux commandes du prochain gouvernement avec un Premier ministre qui sera forcément issu de ses rangs. Ce qui ouvre inévitablement la voie à une cohabitation entre deux camps diamétralement opposés de part leur vision politique, en l'occurrence le FCC et la coalition Cap sur le changement (Cach) du tandem qui n'a pu réunir le seuil requis pour prétendre



Félix Tshisekedi s'entretenant avec des journalistes

gouverner seul. Félix Tshisekedi sait qu'il n'a pas de choix et qu'un rapprochement avec la majorité FCC s'avère inéluctable pour lui garantir une marge de manœuvre suffisante afin de gérer le pays en toute quiétude. Depuis qu'il apparaît clairement que la coalition du président Kabila gardera à coup sûr la main sur les deux assemblées du pays (Assemblée nationale et éventuellement le Sénat sauf miracle), la froideur a gagné le camp du Cach où l'heure paraît être à la résignation face à ce cas de figure quasi inattendu. « A quoi bon un nouveau président aux affaires s'il n'a pas les leviers du pouvoir ? », s'est emporté un diplomate de la SADC qui est loin d'être le seul à redouter que Félix Tshisekedi ne soit « réduit » à devenir un président « protocolaire ». Mais à en croire des sources relayées par l'AFP dont Jeune Afrique s'est fait le re-

lais, un accord existerait effectivement entre le FCC et Cach qui garantirait au président sortant une majorité au parlement et un droit de regard sur des postes stratégiques (Défense, Finances, gouverneur de la Banque centrale). Et, par ailleurs, la révocation ou la permutation des commandants des grandes unités de l'armée et de la police ne peuvent s'opérer sans l'avis de ce dernier. Si Félix Tshisekedi peut bien jouer le jeu en acceptant de convoler avec le FCC dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale, plusieurs de ses lieutenants semblent très sceptiques, redoutant que leur leader ne soit broyé par l'engrenage « kabiliste ». Car, fait-on remarquer en coulisses, le président sortant, en tant qu'autorité morale du FCC, va continuer à tenir les leviers du pays par le truchement de ses fidèles lieutenants qui, assurément, seront bien

positionnés dans la nouvelle configuration politique. « Là où ils ont échoué, accepteront-ils que les autres réussissent ? », s'est interrogé un militant de l'Union pour la démocratie et le progrès social qui pense que dans la perspective d'une collaboration entre les deux camps, rien ne garantit que le FCC se montrera fair-play en accompagnant Félix Tshisekedi dans la réalisation de son programme politique. Est-il que tout ceci ne sera formalisé que lorsque l'informatrice désigné par le président de la République trouvera la majorité parlementaire après consultation des forces politiques en présence à la chambre basse. D'où question, quid de l'action amorcée par Martin Fayulu à la Cour constitutionnelle qui, en somme, semble ne pas préoccuper les esprits dans un contexte où le tour semble déjà joué ?

Alain Diasso

**Vous venez de perdre un être cher  
et vous souhaitez utiliser notre quotidien  
pour le faire savoir à vos proches**



**Une équipe de professionnels est à votre disposition**

**Tél: +242 05 532 0109**  
**E-mail: [regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr)**  
**B4, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble  
les Manguiers (Mpila), Brazzaville**





IDENTIFICATION DE LA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

Vital Kamerhe pressenti informateur

L'ancien directeur de campagne du président élu, Félix Tshisekedi, aura pour mission essentielle d'identifier la majorité parlementaire, conformément à la Constitution.

Pendant que la Cour constitutionnelle est en train de traiter les contentieux électoraux dont celui opposant Martin Fayulu au président élu, Félix Tshisekedi, des tractions ont bel et bien commencé dans le camp du Cap pour le changement (Cach), dans la perspective de la formation du prochain gouvernement. Aussitôt après la décision de la Haute Cour que Cach estime être en faveur de son leader dont il attend l'entérinement de sa victoire électorale, le plus dur va certainement commencer. Premier acte, nommer, conformément à la Constitution, un informateur qui sera chargé d'identifier la majorité parlementaire. A l'hôtel Béatrice, à Kinshasa, où le nouveau président a pris ses quartiers, l'heure est aux concertations pour dénicher la personne qui peut mener à bien cette tâche. Deux noms circulent déjà, Vital Kamerhe et François Muamba mais, la balance semble bien pencher du côté du premier avec, pour argument de taille, son apport significatif dans le plébiscite du nouveau président. La tâche ne sera pas facile pour Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée

nationale, surtout que le Front commun pour le Congo (FCC) disposerait de trois cent cinquante députés provisoirement élus, en attendant la décision de la Cour constitutionnelle. D'après des sources sur place, l'informateur à qui Félix Tshisekedi jettera son dévolu aura la mission de rallier à la cause du Cach les députés nationaux élus sous le label FCC dont plusieurs se retrouvent dans ce camp politique sans grande conviction. Un exercice somme toute périlleuse lorsqu'on sait qu'à ce stade, le FCC trône en tête du peloton en termes de députés élus, quitte à ce que ces derniers confirment effectivement leur appartenance à cette famille politique par le biais des consultations que va amorcer l'informateur. « Vital Kamerhe doit tout faire pour amener les caciques du FCC à adhérer au Cach s'il veut devenir Premier ministre », entend-on dire dans les allées de l'hôtel Béatrice. Le prochain informateur aura-t-il les cou-dees franches pour faire basculer la donne au profit du nouveau président élu qui, faute d'une majorité à l'Assemblée nationale, risque d'être réduit à sa plus simple expression ? Entre-temps, dans le camp du FCC, on parle déjà d'une probable coalition avec Cach afin de constituer une majorité parlementaire. Autant dire que l'informateur dispose d'une marge de manoeuvre assez réduite pour parvenir à cette fin



Vital Kamerhe

lorsqu'on connaît la discipline qu'ont toujours affiché les membres du FCC face aux enjeux politiques qui se présentent à eux. Une certaine opinion pense que les dés sont déjà jetés et la majorité parlementaire déjà connue, tout le reste n'étant que de la pure formalité.

Un véritable test de loyauté à l'autorité morale pour les caciques du FCC obligés de choisir entre la fidélité qui lui est dévouée et l'adhésion à la coalition Cach, moyennant promesse d'un poste ministériel. Dossier à suivre.

Alain Dlasso

RÉSULTATS DE LA PRÉSIDENTIELLE

La Sadc exige le recomptage des voix

L'organisation sous-régionale invite, par ailleurs, les autorités congolaises à instituer un gouvernement d'union nationale qui fait ses preuves dans plusieurs États de l'Afrique subsaharienne en crise post électorale.



La Communauté de développement d'Afrique australe (Sadc) tient à la sauvegarde de la paix en République démocratique du Congo, après les élections du 30 décembre 2018. Aussi a-t-elle proposé sa recette pour remédier à la crise post électorale qui se dessine à la suite de la victoire controversée de Félix Tshisekedi à la présidentielle. Dans un communiqué publié dimanche portant le sceau du président en exercice, Edgar Lungu, cette organisation-sous régionale invite les autorités congolaises à instituer un gouvernement d'union nationale. Ce type de gouvernement ayant fait ses preuves dans plusieurs États de l'Afrique subsaharienne, la Sadc reste convaincue qu'il demeure la voie royale pour aider la RDC à surmonter les dissensions politiques nées des scrutins du 30 décembre. Elle invite ainsi les dirigeants congolais à « considérer un accord politique négocié en vue d'un gouvernement inclusif ». Un tel accord permettrait de remédier aux « vives objections opposées aux résultats provisoires de la présidentielle », a estimé Edgar Lungu. Mais pour garantir la paix sociale actuellement menacée sur fond de contestation des résultats

Les Chefs d'Etats et de Gouvernement, membres de la SADC par une partie de l'opposition, la Sadc adhère à l'option de recomptage des voix telle que préconisée par Martin Fayulu, le candidat malheureux à la présidentielle. « La Sadc a pris note des sérieux doutes sur les résultats provisoires émis par l'Eglise catholique ou le camp de M. Fayulu, et estime qu'un recomptage permettrait de rassurer à la fois les vainqueurs et les perdants », peut-on lire dans le communiqué. « Il est impératif qu'à ce moment crucial, les dirigeants politiques de RDC s'engagent à ne pas accroître un peu plus les tensions », conclut le texte de l'organisation sous-régionale. Saluant cette démarche de la Sadc qui rejoint ses aspirations, le candidat commun de la coalition de l'opposition Lamuka, Martin Fayulu, a remercié l'organisation sous-régionale pour avoir suggéré le recomptage des voix en vue de rassurer les gagnants et les perdants du scrutin présidentiel du 30 décembre 2018. « Appelons toutes les parties à leurs responsabilités pour rétablir la vérité des urnes », avait-il twitté, tout en mettant un accent particulier sur la nécessité de connaître la vérité des urnes.

A.D.

SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

L'IRDH dénonce la campagne pour l'annulation des résultats

L'ONG de défense des droits de l'homme estime qu'une telle initiative est extrêmement dangereuse pour la paix et la sécurité de la République démocratique du Congo (RDC) et de la sous-région de la Sadc.

Dans une analyse publiée le 11 janvier, l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) révèle que les chiffres allégués par le directeur de Human Rights Watch (HRW) et largement relayés par la presse internationale, remettant en cause les résultats de la présidentielle publiés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), n'étaient ni des résultats des dépouillements du scrutin du 30 décembre 2018 ni des tendances attribuables à la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco). De ce fait, conclut l'ONG de défense des droits de l'homme, il convient de cesser de les lui imputer. Alors que la centrale électorale annonce pour le 22 janvier la prestation de serment du nouveau président élu à l'issue de ce scrutin, l'IRDH condamne, par ailleurs, les cabinets d'études, ONG et groupes internationaux qui font campagne pour l'annulation du scrutin du 30 décembre 2018. Pour l'IRDH, qui rappelle, en effet, que le vote des dirigeants était un droit réservé aux seuls citoyens et que les ONG internationales doivent le respecter, une telle initiative est extrêmement dangereuse pour la paix et la sécurité de la RDC et de la sous-région Sadc. L'IRDH rappelle que la Cénco a publié, le 10 janvier, des résultats provisoires donnant Félix Tshilombo Tshisekedi gagnant du scrutin présidentiel organisé dans le pays. L'ONG note qu'à Johannesburg, comme à Kinshasa, Goma et Lubumbashi, des Congolais ont

célébré « la fin effective du règne de Kabila » qui dure depuis janvier 2001, relevant, cependant, qu'une certaine « opinion internationale » n'était pas d'accord avec cet aboutissement et se mobilise à fond, par l'entremise des médias internationaux, dans une campagne pour l'annulation du scrutin. Soulignant des multiples irrégularités qui ont émaillé le processus, avant, pendant et après le jour du scrutin, l'IRDH note que ces dernières ont été inscrites dans la stratégie du régime sortant de garder le pouvoir. « L'opposition politique, les églises et la société civile avaient condamné et dénoncé, notamment, le recours unilatéral de la Cénco à la machine à voter, les embuches créées par les services de sécurité contre la campagne électorale des candidats de l'opposition, l'usage abusif des moyens et personnel de l'Etat aux fins de campagne, l'achat des cartes d'électeurs, la censure de la presse, l'interruption de l'internet, l'empêchement des témoins et observateurs d'accéder aux lieux de vote ainsi que tant d'autres violations des droits de l'Homme », a dénoncé l'IRDH pour qui, nonobstant ces irrégularités, l'issue des élections a calmé la tension qui était très dense à Kinshasa et dans les grandes villes. L'envie du changement par les urnes, a souligné l'IRDH, était palpable, à tel point que la décision de suspendre l'organisation des élections dans les territoires affectés par l'épidémie à virus Ebola avait été très mal accueillie. Face toutes les réalités, l'IRDH pense que l'annulation du scrutin présidentiel tenue le 30 décembre 2018 serait parmi les procédures à écarter dans la recherche de la résolution du problème congolais.

Lucien Dianzenza



VOIRIES URBAINES

La voie menant à l'école des Trois martyrs totalement abîmée

La courte artère de près de cent cinquante mètres, reliant l'établissement scolaire à l'avenue de la Base, est dégradée par trois grandes nappes d'eau boueuse et nauséabonde, la rendant impraticable.

Située dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, Emery Patrice Lumumba, précisément dans le quartier CQ 106 Base aérienne, l'école des Trois martyrs est coupée d'une

bonne partie de la ville à cause de l'impraticabilité de sa voie d'accès. Les écoliers dont l'âge varie entre 6 et 12 ans vivant de l'autre côté de l'avenue de la Base ont de la peine à se rendre à leur établissement scolaire. Pour contourner cette difficulté, ils sont obligés d'emprunter des labyrinthes créés volontairement aux alentours du mur du camp militaire qui se trouve à quelques mètres de l'école. Cette avenue, longtemps res-

tée dans cet état, ne fait plus la curiosité des habitants du quartier, des passants voire même des autorités de la ville océane; « Quel est le rôle du chef de quartier, pourquoi cette indifférence vis-à-vis de cette avenue qui est restée longtemps sans qu'aucune initiative ne soit prise ? Et pourtant elle n'est pas si longue ! Cela coûte quoi pour que cette avenue soit enfin construite et bitumée, où est la mairie ? », se plaignent les

parent d'élèves qui accompagnent chaque matin leurs enfants à l'école. Cette école ne souffre pas seulement de la rupture du lien direct qui la lie avec l'avenue de la Base. Elle manque aussi d'un mur de clôture pouvant sécuriser les écoliers. Cet état de chose transforme l'école des Trois Martyrs en une jungle pour certains badauds et délinquants à des heures tardives.

Encore qu'il y a près de trois ans de cela, par manque de mur de sécurité, les alentours de cette école étaient transformés en une décharge publique. N'eût été la bonne foi d'un habitant du quartier qui, avec ses fonds propres, avait mobilisé des camions bennes et chargeurs pour vider ces tas d'immondices, peut-être que cette situation allait perdurer.

Faustin Akono

MUSIQUE

La guitare de Master Mwana Congo ne résonnera plus

Le soliste et arrangeur congolais, décédé le 8 janvier à Brazzaville des suites d'une longue et pénible maladie, emporte avec lui la magie de l'instrument à cordes qui a longtemps été le signe identitaire de sa personne.



Master Mwana Congo /DR

De son vrai nom Ignace Nkounkou, Master mwana Congo a été une virtuose de la guitare. Ses doigts agiles n'ont eu aucun secret, durant toute sa carrière, pour les cordes de sa guitare qu'il manipulait à son gré en produisant des sons phénoménaux. Musicien phare de l'orchestre Mando Negro Kwala kwa, dans les années 1960-1970, Master se distingua aussi par ses compositions telles «Massamba», «Brigitte», qu'il réalisa en solo à Paris dans les années 1980, sans oublier «Tika ndeko», «Marie Monique» et «Zwa ya bolole». Dans les années 1980, il s'installe à Paris, la ville lumière où sa guitare devenue plus électrique et animée continue à faire merveille, accompagnant les rythmes soukous et rumba de l'époque : Mountouari dans «Missengue»; Pamelou Mounk'a dans «L'argent appelle l'argent», «Ce n'est que ma secrétaire», «Amour à Noumakele», «Bouala ya mambo»...; Théo Blaise Kounkou dans «Eden», «Belle Amicha», «Chouchou »...; Ballou Canta, Tshala Muana , Abeti Masikini... Une période faste pour le soliste, qui fut le tour de presque tous les studios d'enregistrement de la capitale française en estampillant les disques vinyles de l'époque de ses partitions. Rentré au pays, Master Mwana Congo, septuagénaire atteint de la terrible maladie d'éléphantiasis depuis près de dix ans, va lancer en 2018 un SOS auprès des autorités congolaises et des personnes de bonne volonté pour l'aider à bénéficier des soins appropriés. Peine perdue, le secours attendu ne viendra jamais jusqu'au jour fatal où Master quitte la terre des hommes. Il laisse sept enfants.

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSETNUMÉRIQUESÉRIGRAPHIEFELICULAGEDOS CARRE COLLECONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux

OFFSET

Chemises à robot  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

Chemises à robot

Cartes de visite

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

RD, Boulevard Denis Sassou Nguesso  
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@jediad-congo.com



TOUR DE CADRAGE COUPE DE LA CAF

# AS Otoho prend une bonne option

Le représentant congolais à la compétition a fait un grand pas vers la phase de poules, après sa victoire 3-0 face à Kampala City au match aller.

AS Otoho est bien partie. La victoire à domicile, le 13 janvier au stade Marien- Ngouabi d'Owando, permet, en effet, aux poulains d'Alou Badra de garder intactes leurs chances de qualification à la phase de poules. Lors de ce match aller, le réalisme dans la zone de vérité a été au rendez-vous. Dès la 18e mn, Yedan Moussa a ouvert la marque sur pénalty avant de doubler la mise quatre minutes après. Merveille Wamba Kinkassa a inscrit le troisième but de l'AS Otoho à la 75e mn, permettant ainsi à l'équipe de s'imposer 3-0. Le fait de ne pas encaisser de but est un avantage pour le représentant congolais par rapport au match retour, même si Kampala City, dans ses propres installations, a des atouts pour rendre la vie difficile à son adversaire. C'est pourquoi, d'ailleurs, AS Otoho devra rester vigilante malgré la victoire car, la qualification sera définitivement acquise en tenant compte du résultat de la manche retour. « 3-0 à domicile est une partie déjà gagnée. Mais nous allons continuer à travailler pour mieux aborder le match retour à Kampala », a déclaré le président actif du club, Olangue-Mo, qui veut voir l'équipe aller le plus loin possible en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF).



Scène de joieAdiac

La semaine prochaine, à Kampala, AS Otoho aura deux défis à relever. Le premier, conserver son avantage pour arracher le ticket de la phase de poules et un nul suffit. Le second, battre

Kampala City car jusque-là, ce club congolais n'a jamais remporté un match à l'extérieur en compétition africaine après deux participations et trois matchs disputés à l'étranger. Cette an-

née, pendant le tour préliminaire de la Ligue africaine des champions notamment, l'équipe a perdu en Angola (2-4) contre Primeiro avant de se rattraper à domicile (2-0). En seizièmes de

finale face à Platinum, AS Otoho a concédé un nul de zéro but partout au Zimbabwe qui l'a finalement reversé au tour de cadrage de la Coupe de la CAF.

Rominique Makaya

LITTÉRATURE

## « Même les nuits denses ont leur lumière », de Sauve-Gérard Ngoma Malanda

Édité par L'Harmattan, l'ouvrage de soixante-seize pages relève à la fois de la nouvelle et de la chronique.

Le recueil de nouvelles «Même les nuits denses ont leur lumière» est composé de cinq textes, notamment Une sorcière à Via Karta, Peaux de banane, Mambou la fille, Le supplice de Mpassi Ndzolufua et La fille au parapluie. L'ouvrage plonge les lecteurs dans les aléas du quotidien de leurs personnages à travers des thématiques variées, telles que le conflit de générations, la cohabitation des morts et des vivants, la délinquance sénile ou encore le vivre ensemble dans une société totalement divisée. Le premier texte met en scène un conflit de générations. Il s'agit de Léo Gordini, une jeune fille très dynamique qui rêve d'une vie de comédienne mais, ses parents en décident autrement en lui donnant en mariage à un vieillard, Raph Barthelot, devenant sa cinquième épouse. Commence alors le duel entre tradition et modernité sur le plan sexuel. Le soir, la jeune fille initie son époux aux techniques modernes de la sexualité faisant intervenir l'ensemble des orifices corporels à l'acte et dérègle ainsi tous les sens du vieillard qui, devenu un bateau ivre, crie à la sorcière. Sa respiration laisse échapper quatre syllabes nettement ciselées « sor...

ciè...re...hein ! », page 15. Les gens de Via Karta furent sidérés et s'indignèrent non seulement parce qu'ils furent dérangés dans leur sommeil mais, surtout, parce qu'ils furent tout yeux tout oreilles devant le spectacle du vieillard. Demain matin, le vieux dépose une plainte au tribunal coutumier en accusant sa femme de sorcière. Lorsque les juges s'instruisent de cette plainte, ils furent tous stupéfaits. Le conseil se réunit urgemment : « ça ne marchait jamais ainsi qu'un homme de son rang accusât une jeune fille de sorcière », page 16. Après les assises, le bureau des sages envoie un émissaire pour le dissuader de ses accusations et pour le pousser à retirer l'affaire de la table du tribunal coutumier afin qu'elle soit traitée publiquement. Le vieux Raph Barthelot s'obstine et ne court aucun risque. Il apportera les preuves de son accusation. En rappel, Sauve-Gérard Ngoma Malanda est écrivain, chroniqueur et producteur culturel à la Télévision nationale congolaise. Il a déjà publié deux recueils de poèmes : Rêves sur cendres et Danse des silhouettes.

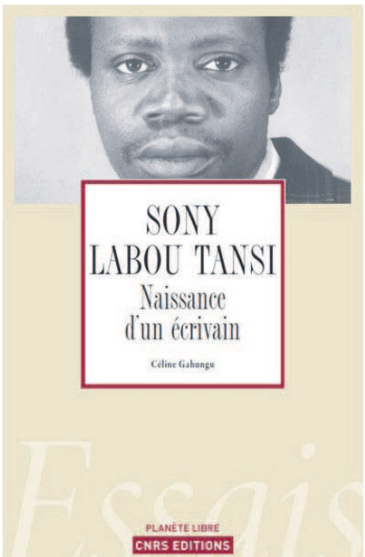
Rosalie Bindika

VIENT DE PARAÎTRE

## «Sony Labou Tansi / Naissance d'un écrivain» de Céline Gahungu

Publié le 10 janvier, en deux cent quatre-vingt-huit pages, l'ouvrage passe au peigne fin Sony Labou Tansi, l'écrivain des deux rives du Fleuve Congo.

Dans son ouvrage, l'auteure part d'un questionnement classique : « Qui est Sony Labou Tansi ? ». Dans ses recherches, l'essayiste donne les réponses d'approche de celui qui est devenu un écrivain. « Celui que l'on considère aujourd'hui comme l'un des plus grands auteurs africains d'expression française n'est pas né en un jour. Il lui a fallu s'imaginer, se fabriquer, se faire connaître et reconnaître par un Congo en proie aux convulsions de l'Histoire. Tout s'est décidé pour lui à la fin des années 1960, quand son goût de l'expérience créatrice s'est changé en un besoin, toujours plus impérieux, de construire son propre univers, dense et homogène. L'onyme Marcel Ntsoni invente la figure flamboyante de Sony Labou Tansi, écrivain explosif qui, en marge de l'ordre littéraire, ne craint rien ni personne, dans son projet hyperbolique de fonder une nouvelle littérature. Entre les coups d'État et les fièvres révolutionnaires, le Congo a beau traverser des tempêtes, l'apprenti grand écrivain ne désarme pas. La société de-



vient paroxystique ? À l'écriture d'aller plus loin encore en lui administrant son paroxysme à elle, jusqu'à faire voler en éclats ses normes et ses institutions », écrit Céline Gahungu. Et de poursuivre: « Scénarios existentiels et fictions compensatoires aident le jeune Sony à modeler son œuvre et son identité mais, l'exposent aussi à de multiples contradictions : affirmer publiquement son statut d'écrivain et assouvir sa haine du régime au

pouvoir ; s'attaquer à une France taxée de néocolonialisme et tenter d'y diffuser ses écrits ; démolir les figures d'autorité et partir en quête de conseillers, d'intercesseurs et de pères littéraires ». Céline Gahungu de reconnaître: « Pour l'essentiel inédits, les premiers écrits donnent l'image d'une création débordée, véritable geyser de lave, de boue et de sang. Dans l'espace privé des manuscrits, tout peut se dire, des folies les plus intimes aux visions les plus impitoyables. Vivre l'écriture comme le seul absolu, au-delà des tabous, telle est l'expérience hors norme sur laquelle Sony Labou Tansi cherche à édifier la destinée qu'il s'est choisie : devenir écrivain, au sens radical du terme, c'est-à-dire démiurge ». Agrégée, docteure de la Faculté des Lettres de Sorbonne Université où elle est chargée de cours, Céline Gahungu est chercheuse associée à l'ITEM/CNRS et y co-dirige l'équipe « Manuscrits francophones ». Ses recherches portent sur les archives des littératures africaines.

Marie Alfred Ngoma